



Colloque « Heurs et Malheurs du capitalisme »

Vendredi 4 février
IUFM Clermont Ferrand, Chamalières

Que nous dit la Chine sur le capitalisme en 2011 ?

Bernard Hours, Monique Selim
UMR 201, Développement et sociétés, IRD/PI

Que nous dit la Chine sur le capitalisme en 2011 ?

Bernard Hours, Monique Selim
UMR 201, Développement et sociétés, IRD/PI

Depuis 1979, le gouvernement chinois a lancé une série de réformes ouvrant la porte à l'économie de marché, avec force privatisations, fermetures d'entreprises publiques déficitaires, licenciements, etc. 30 ans après, elle rayonne dans le pays avec une croissance exceptionnelle, des investissements à l'étranger de plus en plus notables – en Afrique mais aussi en Europe –, faisant de la Chine potentiellement la première puissance économique mondiale, dans un avenir qui semble se rapprocher. Peut-on parler alors de capitalisme et qu'entend-on sous ce vocable dont les acceptions peuvent être tout à la fois vagues et précises, dogmatiques et flexibles ?

C'est sous la tutelle de l'Etat-parti chinois – qui continue à revendiquer la dénomination communiste – que se développe une forme de capitalisme dont les singularités méritent d'être soulignées en introduction. Au plus loin tout d'abord des vieilles lunes du capitalisme monopoliste d'Etat, on observe un capitalisme pluraliste et multidimensionnel, dont les niveaux s'emboîtent et surtout qui pivote autour du Parti, inéquitable dans les secteurs pouvant être considérés comme "publics", étatiques, ou ceux que l'on classerait dans la rubrique "privé". La rupture privé/public s'avère d'autant plus inadéquate que le Parti embrasse l'ensemble des champs économiques, y instillant sa prépondérance sous des modalités directes ou indirectes.

Mais se soumettre à l'autorité du Parti, négocier avec lui, c'est s'inscrire dans des rapports sociaux avec des hommes et des femmes, poursuivant leurs propres stratégies, sous la représentation politique qu'ils incarnent. Le pouvoir du Parti implique donc, comme ailleurs où d'autres structures hiérarchiques existent, une indépendance des acteurs, aux différentes échelles, irréductible, quelles que soient ses limites. Paradoxalement cette indépendance est peut-être, dans les espaces économiques, d'autant plus grande en Chine que l'autorité unique du Parti se veut exclusive et omniprésente, n'admettant aucune contestation. C'est en tout cas dans les franges de cette indépendance que se niche une corruption qui gangrène l'ensemble du système politico-économique et que l'Etat-parti tente en vain de réguler, faute de pouvoir la supprimer.

Si le capitalisme chinois pourrait être appréhendé comme une multitude de rhizomes prenant leur source dans l'Etat-parti qui les nourrit et les abrite, sans réussir à les discipliner, les canaliser, les réguler, écartons dans un second moment, une autre ancienne définition de cette formation économique hybride : le "socialisme de marché", que la Chine a inventé et exporté dans ses périphéries laotiennes et vietnamiennes qui l'ont adopté en 1986 (Hours, Selim, 1997 ; Selim, 2003). On entendait alors sous des modules variables la pérennité des cadres et des objectifs d'un socialisme appelé à s'incarner dans un horizon communiste plus ou moins lointain, mais devant se plier aux contraintes présentes d'un marché globalisé, pour éviter pénuries et paupérisation. L'ordre des priorités s'est inversé, balayant le dit "socialisme de marché" et l'Etat-parti chinois, s'il continue à user d'une propagande idéologique surabondante, en particulier contre l'intrusion démocratique, place désormais la réussite économique au premier plan dans ses messages à la population, glorifiant la fierté nationaliste contre ce qu'il décrit comme des tentatives de déstabilisation.

L'appartenance au Parti est tant pour des entrepreneurs privés ou des directeurs d'entreprises publiques, pour des salariés de tous niveaux ou des candidats à l'emploi une nécessité "politique" au sens le plus strict du terme : elle permet de s'inscrire dans les micro-univers sociaux intégrés ayant fait acte de soumission formelle aux règles et normes énoncées par l'Etat, pour mieux s'en affranchir et permettre à chacun de bâtir sa vie, son jeu propre.

Ni capitalisme d'Etat, ni "socialisme de marché", le capitalisme chinois actuel est donc une forme totalement nouvelle de capitalisme dès lors qu'on l'appréhende dans ses articulations consubstantielles d'un côté avec la domination politique, de l'autre avec l'autonomie relative des acteurs individuels et collectifs. C'est dans une perspective anthropologique que nous nous efforcerons de décrypter les logiques sociales que cristallisent ces articulations et de pointer les contradictions qui les habitent en nous appuyant sur nos enquêtes de terrain menées depuis 2005 dans la ville de Canton, capitale de la province du Guangdong dans laquelle la croissance industrielle est la plus élevée et qui en décembre 2010 manque encore de main-d'œuvre.

On connaît la formule prêtée à Deng qui affirmait à ceux qui critiquaient les réformes économiques : "Peu importe que le chat soit blanc ou noir du moment qu'il attrape des souris". Ce concentré de pragmatisme nous rappelle que le capitalisme chinois est complexe et en parti spécifique, tout en se positionnant à l'évidence comme un moteur dans la globalisation. Le développement progressif d'une économie de marché en Chine dans les années 80 et 90 s'inscrit comme une révolution égale à celle déclenchée par Mao. A ce titre, préjugés, stéréotypes et idéologie font obstacle à une lecture rigoureuse, plus ouverte après le passage de la crise financière (Phelinas, Selim, 2010) qui reclasse les ambitions des nations dans un ordre différent, économique autant que géographique.

On abordera successivement les spécificités de l'économie de marché en Chine, l'originalité d'un capitalisme qui résulte de choix et de priorités sociales, économiques et politiques, héritées d'une histoire moderne faite de paris et de retournements vigoureux et on reviendra brièvement sur la situation de la Chine et des pays occidentaux, après le déclenchement de la crise qui restructure la géopolitique mondiale.

Une économie de marché initiée par l'Etat

L'étendue de son territoire, le nombre de sa population font de la Chine un pays particulier, presque un continent, dont la gouvernance est complexe, même avec des timoniers plutôt brutaux. Il en résulte, presque à toutes les époques, une très large décentralisation, c'est-à-dire un pouvoir central symboliquement puissant mais déléguant à grande échelle l'exercice de ses prérogatives à des gouvernements locaux exposés à des dérives depuis des lustres, sous maints systèmes. Un autre constat initial consiste à souligner l'existence de populations hétérogènes selon les revenus et les régions. Suivant les instruments de la Banque mondiale, plus de 400 millions de Chinois sont sortis de la pauvreté dans les 20 premières années des réformes mais une centaine de millions n'auraient pas encore échappé à la dite pauvreté, envisagée sous son angle statistique. On observe parallèlement en Chine la fameuse naissance d'une classe moyenne qui serait le signe emblématique des pays émergents, mais cette notion semble vague et peu éclairante.

Il convient en effet de rappeler, d'abord, la lente montée en puissance de l'économie de marché en Chine depuis 1978, date de son début dans les zones rurales. C'est à la campagne que les premières initiatives sont prises. M.C. Bergère écrit à ce propos : "*La précocité de la réforme, l'abondance de la main-d'œuvre, la relative souplesse du système de propriété*

collective, la politique de décentralisation fiscale appliquée par le gouvernement de Pékin sont autant de raisons qui expliquent le dynamisme du développement capitaliste en zone rurale" (2007, p. 263). Dès 1981 les micro-entreprises privées (*getihu*) largement familiales, sont légalisées. En 2003 on en comptait 23 millions. Il faudra attendre 1988 pour voir légaliser un secteur privé (*siying*) constitué de PME (3 millions en 2003) dotées de divers statuts juridiques. Désormais les SARL (*youxian zeren gongsi*) sont le statut majoritaire de ces entreprises. Une véritable privatisation apparaît en 1990 qui instaure plus de souplesse dans le dispositif, en particulier avec les "coopératives par action" dont le label "géré par le peuple" permet une compatibilité formelle, avec l'emploi de notions subterfuges, conformes à la rhétorique socialiste.

Les difficultés d'accès au crédit, les obstacles bureaucratiques vont amener les patrons à chercher des partenaires étrangers à travers des *joint ventures*. Ils escomptent un meilleur accès au crédit, plus favorable pour les investisseurs étrangers, une fiscalité plus douce accordée à ceux-ci, moins de contrôles. Surtout ces associations leur ouvrent les marchés extérieurs, les capitaux, les technologies (encore simples), l'apprentissage des capacités de gestion et de commercialisation. "*Les partenaires étrangers veulent faire du profit et gagner des parts de marché. Les partenaires chinois songent surtout à maintenir l'emploi et à avoir accès aux nouvelles technologies*" note M.C. Bergère (2007, p. 277). De cet apprentissage du capitalisme va naître une compétence qui va autoriser les performances à venir, tandis que continuent de régner les stéréotypes sur les productions chinoises, bon marché et médiocres, dont chaque jour la pertinence s'allège ... Jusqu'au TGV chinois de 2010 et à l'acquisition d'entreprises étrangères de haute technologie, désormais engagée.

Ce processus dynamique, lent et assuré, constitue probablement l'une des clés du "miracle chinois" qui n'a rien de miraculeux. D'autres jalons méritent d'être posés. La formule du "socialisme de marché" de 1993 a fait long feu. En 2001 la Chine "est reçue" à l'OMC, gardienne de la concurrence et de sa régulation dans le commerce international. En 2004, la propriété, tant publique que privée, est déclarée inviolable et en 2007 la propriété privée reçoit des protections plus précises. On doit en effet souligner que la mise en œuvre des droits inscrits dans la Constitution ou d'autres textes législatifs est très difficile en Chine, pays qui n'est pas un Etat de droit, en particulier parce que la séparation des pouvoirs y est peu pratiquée. Si la notion d'"Etat de droit" est aujourd'hui assez fréquemment bafouée aux USA ou en Europe, elle demeure néanmoins rémanente, au-delà des discours politiques. Il s'agit là d'une des fractures essentielles entre la Chine et l'Occident dit "démocratique", espace où se positionnent les dissidents chinois et la "société" des internautes.

Ces remarques conduisent à faire remarquer que l'économie de marché ne s'inscrit pas nécessairement et exclusivement dans un Etat où la loi est respectée. Ce qu'on savait déjà mais qu'on oublie fréquemment en associant – idéologiquement – lois démocratiques et capitalisme, capitalisme et propriété privée. Cette dernière fonctionne relativement bien en Chine depuis les réformes. Propriété privée et démocratie ne sont pas synonymes, ni mariées à vie. Seule l'histoire de la démocratie américaine autorise cette assertion pour les USA. La Chine peut utiliser sélectivement des recettes empruntées, sans pour autant devoir avaler l'ensemble du menu. C'est ce que nous dit la Chine sur ce point, semble-t-il. Et pour faire bonne mesure un responsable chinois ne manquerait pas d'ajouter que la cuisine chinoise est plus riche que celle de l'Amérique. Nous sommes là dans le faux débat culturaliste dont la Chine est une habile utilisatrice, au nom de ses spécificités diverses, abondamment invoquées, avec une mauvaise foi bien rôdée, égale aux candeurs culturalistes occidentales sur le confucianisme et le taoïsme, dont les valeurs sont certes présentes dans les esprits, mais pas à la bourse.

On emprunte à M.C. Bergère l'identification de deux particularités importantes du capitalisme en Chine. La première porte sur l'interpénétration ancienne et systématique entre les cadres de l'Etat et les entrepreneurs. L'auteur évoque "*dans les années 80 ... cette démarche corporatiste de l'administration locale qui conduit les cadres locaux à se transformer en chefs d'entreprise et assure l'épanouissement d'un secteur (authentiquement) collectif. Tout en vendant ou louant les anciennes entreprises collectives, les cadres locaux ferment les yeux sur les dépassements d'effectifs de getihu et se montrent complaisants à l'égard des fausses entreprises collectives qui servent de paravent aux entreprises privées ... ils se contentent de percevoir des rentes ...*" (Bergère, 2007, p. 265). Ce phénomène d'interpénétration demeure jusqu'à ce jour et il signale une spécificité majeure pour comprendre le capitalisme chinois ainsi que la place de l'Etat (central ou décentralisé). Il s'agit d'une première articulation structurante. La seconde porte plus récemment sur le rôle et la place des associations et organisations d'entrepreneurs, dites de commerce et d'industrie, qui travaillent aussi à l'articulation de la sphère de l'Etat avec celle des affaires. La FNIC (Fédération Nationale de l'Industrie et du Commerce) est un de ces ponts entre l'Etat et la société, tout comme la fédération de Shanghai ou d'autres associations de moindre taille. Dans ces chambres de commerce on ne parle pas politique. "*Nous autres, gens de Wenzhou, avons établi des chambres de commerce, premièrement dans le but de gagner de l'argent, deuxièmement dans le but de gagner de l'argent, troisièmement dans le but de gagner de l'argent*" dit son président (Bergère, 2007, p. 362). Dans cet espace de négociation où règnent des valeurs de guildes marchandes portant sur la confiance, le réseau, la coutume, se produisent des sortes de féodalités, des élites, qui sont au cœur de l'intégration entre pouvoir administratif et ressources économiques. Les mêmes hommes y circulent, élite de l'appareil d'Etat et élite de l'appareil économique, passant à l'occasion d'un côté à l'autre, en parfaite harmonie puisque telle est la vocation du système. La figure de l'entrepreneur émerge rapidement dans l'économie de marché mais elle n'est pas messianique ou shumpétérienne. Elle semble immédiatement politique et c'est une autre particularité du capitalisme chinois : celle d'afficher clairement ce que le *lobbying* en Occident habille de vernis divers ; alors qu'en Occident l'Etat est présenté comme un obstacle au "libre jeu" du capitalisme, on observe en Chine une large conversion du capital politique en capital économique et, plus modérément, la réciproque. La fonction politique du capitalisme (ou de ce qui en tient lieu) est immédiatement inscrite. Elle n'est pas masquée, ni sublimée, sauf sous la forme de la philanthropie, héritée du capitalisme US, mais sinisée dans des cérémonies qui n'ont rien à envier aux banquets philanthropiques américains où les dons ostentatoires en public valident les statuts des entrepreneurs et de leurs entreprises (Guiheux, 2006). De nombreuses contributions financent les projets pilotés par l'Etat, comme à travers l'association chinoise pour la promotion de la glorieuse cause (*quanguo guangcai shiye cujinhui*) qui regroupe 13 684 entreprises, sous le patronage de la Fédération Nationale de l'Industrie et du Commerce. Cette organisation finance des projets à hauteur de 6,37 milliards de dollars (Bergère, 2007, p. 340). Les banquets qui se tiennent dans des hôtels cinq étoiles réunissent des diplomates, des chefs d'entreprises, des ministres de l'Etat et ils donnent en spectacle une coopération structurelle entre l'Etat et le monde des affaires. En 2003 le montant des dons d'entreprises a culminé à 25,4 millions de dollars.

Depuis 1990 les passages de l'Etat à l'entreprise privée se traduisent par un flux conséquent et durable. En 1996 la moitié des entrepreneurs privés auraient été fonctionnaires dans des villes ou communes populaires et en 2003, le vice-maire de Nenzhou, ancien diplômé de Harvard, abandonne ses fonctions pour prendre la tête d'une chaîne de supermarchés (Bergère, 2007, p. 304). On voit ainsi apparaître une mobilité retrouvée qui alimente plusieurs phénomènes. Le premier peut être nommé la "sauvagerie" du capitalisme chinois, avec sa mortalité élevée au

travail, les scandales des mines, du lait frelaté, des ateliers clandestins et des copies. La première génération d'entrepreneurs se développe sans protection, sauf celle des complices locaux et de la corruption générale. Dans ce contexte la fortune est rapide et fragile. Elle résulte de la chance plus que d'une éthique du travail, largement absente. Dans le cadre de ces flux réciproques entre économie et politique le "chapeau étranger" a longtemps permis de limiter les contraintes bureaucratiques et fiscales, sans parler de la part très importante de l'investissement réalisé par les Chinois d'outre-mer vers leur "mère patrie". Cela est désormais terminé avec la taxation légale des entreprises étrangères. Quant au "chapeau rouge", il s'agit de la couverture politique obtenue par l'usage d'une rhétorique verbale socialiste. Néanmoins, l'évidence entretenue d'une communauté d'intérêt entre l'Etat et les entreprises rend de moins en moins nécessaire l'usage des couvertures et autres chapeaux. Le pouvoir a autant besoin des entrepreneurs que ceux-ci ont besoin du pouvoir. Cela suppose coopération et intégration. Sun guanghai, entrepreneur qui offre des téléviseurs aux garde-frontières s'écrit : "... *si le corps de défense des frontières ne veillait pas, si le parti ne poursuivait pas sa politique d'enrichissement du peuple ... le groupe guanghai ne pourrait exister* " (Bergère, 2007, p. 314). Ce zèle, fut-il suspect, marque aussi une allégeance structurelle et spécifique à la société chinoise. On ne s'étonnera donc pas que l'école du Parti, sanctuaire idéologique symbolique du régime, soit ouverte aux entrepreneurs depuis quelques années. Il ne s'agit que de la mise en conformité idéologique d'une intégration en marche depuis vingt années durant lesquelles les rhétoriques socialistes se sont allégées pour faire place à une imbrication structurelle. Celle-ci repose sur des acteurs sociaux typés. On a certes connu des périodes de capitalisme "sauvage" où le patron s'éclipsait à l'étranger avec la caisse de l'entreprise et les journaux regorgent de faits divers mettant en scène des délinquants financiers, souvent locaux et de calibre modeste. Les grands scandales nationaux ont été gérés sans trop fort préjudice pour l'Etat central qui n'est pas tenu pour responsable mais dont on attend la sévérité et la répression pour réprimer les escroqueries ; c'est ce qu'affirment la plupart des nombreuses personnes interrogées à Canton depuis 2005, membres d'une classe urbaine moyenne ou modeste. Les attentes de moralisation attribuées à l'Etat central, gardien des lois, disent les avocats, sont très fortes car les délits et violences sont attribués et réalisés par des notables locaux, féodalités reposant sur la corruption de la police et du parti local, de certaines branches des gouvernements provinciaux. L'application de la peine de mort à grande échelle s'inscrit dans ce paysage où l'autorité de l'Etat central est considérée comme un ultime recours contre les turpitudes locales fréquemment observées et qui déclenchent des milliers de manifestations chaque année. Ces manifestations font l'objet d'une grande attention afin d'empêcher toute capitalisation nationale des multiples scandales locaux. Chaque fois que la pression est forte, que la désignation juridique d'un coupable est possible sans trop de dégâts, celui-ci est arrêté et condamné. Ce système fonctionne comme une soupape de sécurité, moins fréquemment que l'équité le voudrait, mais en sauvant jusqu'à aujourd'hui la figure d'arbitre de l'Etat, clé de son emprise symbolique dans les représentations.

Ainsi grâce aux multiples filtres nécessaires pour tenir un tel territoire et une population si diverse, l'Etat a pu conserver une image de *leadership* maintes fois écornée, mais à ce jour encore solide. L'isolement de toutes les tentatives de dissidence explique cela, rendant impossible l'explosion des mécontentements et faisant d'Internet un enjeu majeur de la "stabilité".

Les phénomènes évoqués nous mettent en présence d'un profil d'entrepreneur qui n'est pas le *self made man* historique du capitalisme américain, ni les générations d'héritiers européens. La chance est plus valorisée que le travail pour faire fortune et progressivement émerge la

figure d'entrepreneurs gestionnaires technocrates, dont les compétences techniques et commerciales ont cru rapidement et qui sont entourés de cadres recrutés selon des exigences de performances. Au même moment la corruption est abondante dans les embauches de fonctionnaires. Ces ex-cadres d'hier ou ces entrepreneurs d'aujourd'hui sont membres de communautés commerciales locales, par exemple de branches. Ces réseaux (*guanxi*), la famille, la proximité du pouvoir, des vertus de tolérance et de connivence assurent succès et durabilité à ces entrepreneurs qui ne présentent pas le profil historique du capitaliste occidental dynamique. Selon M.C Bergère, "... les entrepreneurs ont créé à leur usage une culture qui repose sur une éthique de la confiance et de la solidarité et peut fonctionner de façon autonome, indépendamment du cadre institutionnel et juridique dans lequel elle s'insère" (2007, p. 273). Ainsi, et sans mythifier la solidarité toujours prêtée à d'autres que soi, la confiance autorise la stabilité requise par les affaires ... tandis que l'Etat-parti se penche sur l'imposition de la stabilité politique ...

Les priorités de la politique économique et sociale chinoise offrent un éclairage sur l'environnement du capitalisme chinois et les défis qu'il doit affronter. Les entreprises privées représentaient 68 % du PIB dès 2003 et elles recrutaient plus que le secteur public. La même année la capitalisation du secteur privé montait à 785 milliards de yuans contre 19,7 milliard de yuans pour le secteur public. Le XIIème plan quinquennal 2011 – 2015 cible plusieurs priorités. Le droit des travailleurs, condition de la stabilité sociale, est mis en avant après des années d'exploitation extrême de travailleurs paysans migrants (*mingong*) dont la situation s'améliore. Des écoles sont ouvertes pour leurs enfants, l'accès aux soins est débloqué, tandis que le *hukou* (permis de résidence) est assoupli mais demeure en partie comme un archaïsme majeur hérité du passé et un instrument dépassé de contrôle des flux migratoires. Si l'exploitation des *mingong* se poursuit elle est dénoncée régulièrement de telle sorte que les droits des migrants évoluent favorablement, comme les salaires qui ont augmenté de 18 % en moyenne en 2010 (Baverez, *Le Monde*, du 20 décembre 2010). L'affirmation selon laquelle il convenait de sortir d'une économie d'exportation pour s'occuper aussi du marché intérieur est une conséquence de la crise financière de 2008 et de la pression sociale dans une société dont la capacité d'épargne est remarquablement élevée. L'Etat-parti affirme dans le plan sa volonté d'assumer la globalisation pour en profiter tout en se protégeant de ses effets négatifs.

Le bien-être du peuple est mis en avant évoquant une "société modérément prospère" et un partage plus équitable des richesses (un "plus grand gâteau mieux partagé" selon une formule typiquement socialiste). Une place importante est réservée au *soft power* culturel, avec une activation de la valorisation du patrimoine, le développement des instituts Confucius à l'étranger, qui renvoient à un nationalisme culturel permanent en Chine. Un point particulier mérite d'être souligné. Il s'agit de l'intention de structurer l'économie autour de pôles ou locomotives sectorielles à partir des très grandes entreprises publiques qui passeraient de 123 à 50 en vue d'édifier des secteurs de monopoles. Le rôle de pilote de l'Etat est ainsi explicitement réitéré et il correspond aux capacités de capitalisation signalées. Dès le congrès du Parti de 2002 les entrepreneurs s'inscrivaient dans les "forces productives avancées" et leur place s'y est confirmée depuis 2005, date à laquelle ils peuvent participer à la sélection des "travailleurs modèles". Leur intégration parmi les groupes sociaux légitimes et utiles à la société permet bien de parler de capitalisme, même si le terme n'est pas utilisé.

La crise de 2008 qui a profondément fragilisé les sociétés occidentales capitalistes a placé la Chine aux avant postes de la reprise. Dès le début de 2009, elle a affirmé la nécessité de moraliser le capitalisme, de maîtriser les risques sociaux, de réhabiliter le travail, ce qui ressemble fort aux priorités occidentales et s'inscrit dans un agenda globalisé, partagé par des

sociétés interdépendantes mais dont les ressources sont diverses, en particulier en termes financiers.

Les plus-values de la domination politique

La Chine ne nous apprend certes pas que le capitalisme n'a nul besoin de démocratie pour prospérer, car ce message était déjà produit par toutes les dictatures d'Amérique du sud et d'ailleurs qui entendaient porter le capitalisme à son apogée. Le lien fait entre capitalisme et démocratie conserve donc toujours sa partialité un tantinet "impériale" dans la mesure où il est unilatéralement dirigé vers les régimes autoritaires d'obéissance communiste sans que la chute du mur de Berlin et de l'URSS en ait modifié la teneur. L'extraordinaire croissance de la Chine capitaliste tout en restant communiste exaspère l'Europe et les USA affaiblis par la crise et l'attribution du prix Nobel de la paix en 2010 à Liu Xiabo renoue avec une stratégie datant de la défunte guerre froide, la charte 2008 reprenant de surcroît celle de Vaclav Havel.

En revanche la Chine met en scène présentement combien la contrainte politique peut être un atout pour la croissance capitaliste à au moins trois niveaux dont le premier est indéniablement l'exploitation raisonnée de la force de travail. En effet, représentant l'Etat-parti dans les entreprises, les syndicats et les directions gérant la main-d'œuvre ensemble sont plus à même que dans des contextes dits démocratiques, d'imposer rythmes de travail et montant des salaires et ce d'autant plus que leur autorité est relayée dans toute l'échelle hiérarchique par la promotion des plus méritants dans les registres politiques et productifs. La hausse des salaires ouvriers (10 à 20%) depuis le début de la crise fin 2008 témoigne en partie de cette politique de l'Etat-parti soucieux de maîtriser les mécontentements apparus et susceptibles de se développer face aux faillites frauduleuses, à l'augmentation du coût de la vie, à l'écart croissant des revenus, et vigilant face aux "limites d'une main-d'œuvre à bon marché". Dans le *Quotidien du peuple* (02/06/2010) le professeur Luo soulignait ainsi mi 2010 que "les travailleurs migrants qui sont nés dans les années 1980 et 1990 sont totalement différents des anciennes générations dans leurs attitudes envers la vie. Le but des anciennes générations était simplement de faire vivre leurs familles, tandis que les jeunes générations ont des perspectives plus individuelles. Si les industriels continuent ainsi à pressurer les profits du travail, les jeunes salariés ne l'accepteront plus". Afficher une réhabilitation du travail ouvrier, tout en l'exploitant dans un cadre de répression activable à chaque incident, tel est le premier avantage de l'Etat-parti chinois dans sa trajectoire capitaliste.

La figure imaginaire de l'Etat, que chacun porte en soi et qui dépasse largement l'argumentation nationaliste, constitue un second atout pour l'Etat-parti dans la configuration capitaliste actuelle. C'est en effet dans cet imaginaire de la grandeur de l'Etat que s'inscrit la coupure entre "nous" et "eux", Chine/occident, toujours prête à être réinvestie au plan identificateur lorsque une menace externe se fait sentir. Ainsi on observe dans les entretiens en face-à-face, que l'exposition à l'étranger de défaillances internes – corruption, dysfonctionnements de toutes natures, etc. – peut susciter d'éventuelles réticences non pas tant en raison de risques politiques mais parce que de telles narrations négatives pourraient ternir face à l'autre – "occidental" – l'image de l'Etat, incarnant l'ensemble du réel de la Chine sur un mode culturaliste. Cette capacité à l'unification que peut engendrer dans l'imaginaire l'Etat se joue aux plans social, politique et économique conférant à l'Etat-parti une plus-value symbolique insigne. La critique acerbe du Parti et de ses dirigeants locaux et nationaux à laquelle se livrent volontiers les individus dès lors qu'ils se sentent en confiance, le constat que le Parti n'est qu'une carte individuelle d'intégration socioéconomique ou une voie d'enrichissement personnel, la conviction partagée que le message politique apparent du

Parti est dénué de toute crédibilité, ne remettent pas en cause la figure imaginaire de l'Etat qui nourrit *de facto* la force de l'Etat-parti. Ainsi l'Etat-parti démultiplie ce profit symbolique en revitalisant "*le renouveau de la civilisation chinoise*" (Horner, 2009) alors que durant la période maoïste cette même "civilisation chinoise" était fustigée comme génératrice de tous les maux endurés. L'aura qui entoure aujourd'hui Confucius, les nouveaux instituts Confucius qui sont créés de par le monde sont exemplaires de cette politique profondément culturaliste de l'Etat-parti et des adhésions intimes qu'elle provoque. C'est donc en insistant sur la dissociation entre la figure imaginaire de l'Etat et la représentation concrète du Parti que devient intelligible leur association réelle dans l'Etat-parti qui est maître en dernière instance de la régulation du développement capitaliste. Surtout c'est dans cet horizon que peuvent être saisis les fondements sur lesquels perdure l'Etat-parti.

A un troisième niveau l'attraction de la marchandise constitue pour le capitalisme chinois actuel une ressource durable conformément au choix de l'Etat-parti de développer le marché intérieur, après s'être appuyé au départ sur les exportations. En effet, si la potentialité quantitative de ce marché intérieur est à elle seule une évidence, il faut aussi souligner que le désir que suscite le marché et auquel il s'alimente, s'inscrit dans une histoire de manques et de restrictions, qui font de la consommation un ressort important de la croissance capitaliste. Les logiques consommatoires des acteurs individuels et collectifs s'actualisent dans des joutes ostentatoires par lesquelles s'évalue maintenant la construction des statuts. Le marché matrimonial est de ce point de vue paradigmatique mêlant conservatisme des rôles sexués et nouvelles exigences sur les biens possédés : appartement, voiture, salaire définissent la position de l'homme qui peut ou non rentrer en compétition pour l'acquisition d'une femme à l'échelon où il se situe. La concurrence est si forte que des places marchandes concrètes se sont bâties pour offrir à des parents désespérés de nouvelles possibilités d'obtenir une bru ou un gendre, c'est-à-dire ultérieurement une descendance, de préférence masculine.

L'accumulation financière, la volonté de s'intégrer dans les échanges marchands s'observent dans l'ensemble des couches sociales tant les objectifs qui ciblent le marché ont pris la première place dans les visions des acteurs. Le "boursicotage" est ainsi une pratique répandue autant chez d'anciens ouvriers licenciés par leur entreprise d'Etat que chez des cadres supérieurs ayant perdu leur emploi dans une entreprise privée. Tout se passe comme si la malédiction qui frappait l'argent durant la période maoïste n'avait laissé aucune trace, le consumérisme affirmant sa prépondérance. Un tel enthousiasme pour le marché interpelle l'anthropologue pour lequel *l'homo oeconomicus* ne saurait être d'ordre "naturel". L'hypothèse doit alors être forgée que les formes politiques de mobilisation collective acquises durant les décennies "révolutionnaires" se sont réinvesties sur les espaces économiques. Les habitus transmis d'intenses rivalités pour monter dans l'échelle de la reconnaissance politique – aux plans interpersonnel mais aussi entre collectifs (*danwei*, groupes, villages, villes, régions, etc.) – se sont déplacés sur les offres des multiples marchés qui peuplent la Chine actuelle, transformant chacun en protagoniste de flux marchands tendus.

Nouages capitalistes et communistes

Avec plus de 100 millions d'entreprises privées, la Chine est, au sens propre du terme, une société capitaliste sans véritables capitalistes au sens pur du terme car on relève une forte intégration des élites dans l'Etat. Le capitalisme fait ainsi son retour dans le cadre d'une économie de marché imparfaite et vulnérable et d'un régime autoritaire qui se conçoit toujours comme le chef d'orchestre du développement. Le mot même de capitalisme n'apparaît jamais dans le discours officiel qui ne connaît que le "stage initial du socialisme" et

la "relative aisance". Le nouveau capitalisme se développe, mais sans dire son nom, de manière quelque peu implicite. Il avance souvent avec un faux nez et les capitalistes doivent porter le masque "d'entrepreneurs patriotes". *"Fils de la réforme, du compromis passé entre le dogme socialiste et les impératifs économiques, le capitalisme chinois porte les marques de sa naissance – ou plutôt de sa renaissance – entaché d'illégitimité"*, écrit M.C. Bergère (2007, p. 292). Car la richesse demeure suspecte en même temps que chacun y aspire, créant une contradiction profonde et un double langage. Nos interlocuteurs à Canton protestent presque tous contre les abus, les scandales, la corruption, les fortunes mal acquises dans les provinces, mais ils aspirent à des revenus croissants, voiture, appartements, études à l'étranger pour leurs enfants, et ils espèrent clairement des revenus non seulement plus élevés, mais d'accéder à une aisance moins relative que dans le discours du Parti. La fascination qu'exerce le "style de vie occidental" où la richesse serait abondante et partagée est bien présente dans l'imaginaire des Chinois. L'Etat, comme la population, semblent partager le phantasme des USA qui seraient à égaler, à dépasser, technologiquement, industriellement, économiquement mais aussi en termes de consommation de biens et de services. Quand bien même la société américaine semble très affaiblie aujourd'hui, l'exportation du mythe américain (et capitaliste) de la richesse accessible grâce aux vertus de la concurrence fonctionne. Ce mythe déchu peuple, de façon rémanente, l'imagination populaire, plus que la rhétorique du Parti dont on attend finalement qu'il ne mette pas d'obstacle à votre propre ascension sociale. Cette aspiration ascensionnelle et consumériste est pour l'heure assez bien gérée par l'Etat-parti, malgré la contradiction intrinsèque entre une lecture sociale du bien-être partagé et une expectative individuelle de richesse à tout prix et sans mesure.

Le triangle libéral entre Etat, marché, société civile, est amputé de l'autonomie de cette dernière, qui est représentée par l'Etat-parti en Chine. La société civile ainsi capturée et mise sous tutelle, le face-à-face de l'Etat avec le marché nous met en présence d'un capitalisme qui fait l'économie de la démocratie (à l'américaine ou occidentale) et qui tend à phagocyter l'autonomie du marché pour en faire l'instrument essentiel de la gouvernance économique, politique et sociale (Arrighi, 2009). Le capitalisme chinois ce saisit du marché comme d'un instrument essentiel de gouvernance. L'intégration observée entre élites de l'appareil d'Etat et élites économiques semble permettre une dynamique particulière où, bien que sous contrôle, les entreprises jouissent de l'autonomie requise pour obtenir des résultats, loin de toute pesanteur bureaucratique. Ce n'est qu'en cas de déviance que la répression bureaucratique sanctionne les récalcitrants. Ainsi formulé, le miracle économique chinois serait en partie imputable à ce pilotage étatique par le marché, c'est-à-dire par la subversion radicale du triangle libéral. La société civile consumériste domestiquée, l'Etat et le marché ne sont pas face-à-face, mais installés dans le même véhicule piloté par l'Etat-parti.

La Chine nous enseigne donc que, si l'idée communiste – selon la formule d'Alain Badiou et Slavoj Žižek – a bien disparu du sol chinois, remplacée par le seul épithète du Parti, ses effectuations antérieures se sont cristallisées dans un héritage qui aujourd'hui innerve le déploiement original du capitalisme chinois ; en d'autres mots, le capitalisme chinois présent ne s'édifie pas sur l'expropriation du communisme mais plutôt se nourrit de ses mânes. Dans cette optique, l'antagonisme frontal entre le capitalisme et le communisme qui façonna le XX^e siècle, est bien dépassé mais ne saurait être pour autant oublié dans la mesure où ses legs sont tangibles là où on les attend le moins : la conquête de la première place dans la globalisation capitaliste.

Enfin, la réussite du capitalisme chinois dans une conjoncture globale de recul de la démocratie un peu partout dans le monde et de réaffirmation autoritaire des Etats, y compris dans les plus anciennes démocraties européennes, induit à considérer la relativité intrinsèque des accusations de "totalitarisme" portées contre l'Etat chinois de surcroît dans un contexte global de crise économique sévère qui met en danger les Etats lorsqu'ils ne sont pas déjà en faillite. Un regard historique et épistémologique sur l'émergence et l'apogée de la notion de totalitarisme en France dans les années 70 enjoint à la suite de Michaël Christofferson¹ à "commencer par un travail de dénaturalisation du concept lui-même" qui fait voler en éclat des oppositions binaires simplistes et osséifiantes qui sont nées avec la révolution soviétique de 1917 et se sont déplacées vers la Chine après la défection de l'URSS. La survie de ces schèmes catégoriels dont la Chine est aujourd'hui le focus principal, implique l'évitement des républiques indépendantes d'Asie Centrale², auparavant soviétiques et qui aujourd'hui offrent le spectacle de redoutables dictatures vers lesquelles, par ailleurs, l'Etat chinois étend son réseau économique et avec lesquelles il entend nourrir son accumulation capitaliste.

BIBLIOGRAPHIE

- ARRIGHI G. (2009), Capitalisme sans capitalistes", *Le Monde*, 20 novembre.
BERGERE M.C (2007), *Capitalismes et capitalistes en Chine des origines à nos jours*, Perrin
HOURS B., SELIM M. (1997), *Essai anthropologique politique sur le Laos contemporain*, L'Harmattan.
HOURS B., SELIM M. (), "La travail social à Canton : une enquête anthropologique", *Terrains et travaux*, 16, p. 11-29.
PHELINAS P., SELIM M. (2010), *La crise vue d'ailleurs*, L'Harmattan
SELIM M. (2003), *Pouvoirs et marché au Vietnam*, L'Harmattan.
GUIHEUX G. (2006), "L'entreprise citoyenne en Chine", *transcontinentale*, 3.
HORNER C. (2009), *Rising china in its postmodern fate : memories of empire in a new global context*, University of Georgia press.

¹ *Les intellectuels contre la gauche, l'idéologie antitotalitaire en France (1968-1981)*, Agone, 2009.

² Bazin L., Hours B., Selim M. : *L'Ouzbékistan à l'ère de l'identité nationale*, l'harmattan, 2009.